



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

4, rue Louis Poterat
76100 Rouen
Tél. : 02 35 72 90 24
Site : fsu76.fsu.fr
E-mail : fsu76@fsu.fr

Bulletin n°60
Septembre 2020

Rouen CTC
SITE DE DEPOT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 17 septembre 2020

S'adapter à tout prix ! Avec quels moyens et quels personnels ?

En cette rentrée, les incertitudes règnent. La situation sanitaire est pour le moins préoccupante. Notre département, qui vient de passer en rouge, fait partie de ceux qui sont fortement touchés dans la période.

Chacun-e de nos collègues se demande de quoi sera fait demain. Et pourtant... Et pourtant, cette situation dure depuis quelques mois. Comme nous l'avons demandé, la fin de l'année scolaire et l'été auraient pu être mis à profit pour préparer une rentrée différente, une rentrée qui prenne en compte les spécificités de la situation et de la période qui vient de s'écouler. Embaucher des collègues supplémentaires pour remplacer celles et ceux qui ne manqueront pas de tomber malades, pour adapter l'organisation du travail aux contraintes sanitaires, pour accompagner mieux celles et ceux qui ont souffert du confinement (élèves, étudiant-e-s, privé-e-s d'emploi...). En réalité, ce gouvernement voulait que nous reprenions le travail, mais surtout sans embauche supplémentaire (fût-ce celle de contractuel-le-s). Pourtant, dans la santé, le social, l'emploi, l'éducation, la recherche, les besoins liés à la période ne manquent pas !

Et depuis la sortie du confinement, qu'a fait ce gouvernement ? Pas le temps de gérer la crise en adaptant la rentrée, en revanche pour produire des réformes à visée idéologique, ils ont pris le temps : réforme du statut des directeurs dans le 1^{er} degré, poursuite des 2S2C et de la réforme du lycée dans le 2nd degré, loi LPPR dans l'enseignement supérieur,... Il nous faut donc reprendre le chemin de la mobilisation pour changer de politique : cela commençait le jeudi 17 septembre. Il en faudra d'autres, et nous serons là !



Pendant ce temps, notre planète continue à souffrir. Une nouvelle journée internationale d'action « climat » est donc prévue le samedi 26 septembre. Elle sera l'occasion de rappeler l'urgence climatique et sociale dans laquelle nous nous trouvons mais aussi, à Rouen, de fêter le triste anniversaire de l'accident de Lubrizol. Rendez-vous devant l'usine Lubrizol (Quai de France à Rouen), le samedi 26 septembre à 13h30 (voir l'article en page 4).

Dans ce contexte, la FSU76 reste mobilisée à vos côtés et invite tout-e-s les collègues à rejoindre son réseau de solidarité syndicale.

Pierre HÉBERT, Morane LE DEUNF et Valérie PIRES.

SOMMAIRE

Édito	P. 1
2020 : la rentrée de tous les dangers !	P. 2
Le monde d'après, c'est pour quand ?	P. 4
LPPR : où en est-on ?	P. 5
La situation des agents territoriaux	P. 5
Expression des tendances	P. 6
Pôle Emploi / Plein Emploi ?	P. 7
Les retraité-e-s en action	P. 8
RESF	P. 8

Collèges et lycées généraux

Alors que dans d'autres pays européens, des choix politiques et financiers très importants ont été réalisés pour sécuriser la rentrée, **les collèges et les lycées de Seine-Maritime n'étaient pas prêts pour cette rentrée 2020.**

Le protocole sanitaire ministériel n'est complet que depuis le 4 septembre et les masques pour les agents n'étaient pas présents partout dans les établissements pour la pré-rentrée. Après dix jours de reprise, les établissements du second degré concernés par des cas avérés ou en attente de tests sont

déjà très nombreux. Si les gestes barrières sont bien respectés, **le respect des distances minimales est impossible dans des classes toujours très chargées ou des couloirs étroits.** Et que dire des réfectoires dans lesquels les élèves se retrouvent sur un temps et un espace contraints pour déjeuner ? Et de la réforme du lycée qui impose un brassage permanent des élèves ?

Deux lycées au moins ont demandé aux familles de ne pas envoyer les élèves à la cantine ! **Les équipes des agents territoriaux sont déjà sous pression pour assurer les tâches quotidiennes de**

désinfection. Et certains chefs d'établissements ont consacré une partie de la pré-rentrée à une présentation des outils numériques disponibles en vue d'un prochain confinement...

Les syndicats de la FSU alertent l'administration sur tous les problèmes connus. N'hésitez pas à transmettre les informations concernant votre établissement.

Marc HENNETIER.



Maternelles et primaires

Le discours officiel est que la rentrée cette année est normale : nous avons donc eu une pré-rentrée normale ! D'ailleurs, le protocole que nous devons appliquer est allégé, malgré la reprise des contaminations, la distanciation c'est seulement si on peut...

En définitive, il ne reste que le masque, que nous devons porter toute la journée. Masque dont on sait qu'il ne protège que si tout le monde le porte. Et nos élèves n'en portent pas...

Notre Ministre trouve cette rentrée tellement normale qu'il maintient ses évaluations nationales en CP et CE1 après à peine 2 semaines

d'école, les mêmes que l'an passé, toujours aussi inadaptées, encore plus dans ces conditions.

Malgré les créations de postes de Blanquer qui ont surtout bénéficié aux petites communes rurales, **de nombreuses classes sont encore cette année avec des effectifs bien trop élevés**, surtout si l'on considère les besoins liés à la situation sanitaire, en particulier des maternelles avec 30 voire 31 élèves par classe.

Pourtant, la priorité de cette rentrée est d'accueillir tous les élèves dans les meilleures conditions possibles qui permettent la sécurité sanitaire des enfants, de leurs parents, des enseignantes et enseignants, des ATSEM, des AESH et

des personnels municipaux. **Chacun doit pouvoir assurer ses missions dans la confiance et la sérénité.**

Il s'agit bien de retrouver l'école pour toutes et tous, durant toute l'année scolaire. **Les personnels comme les familles ne veulent pas d'une scolarité en pointillés.**

Isabelle RIOUAL.





Une rentrée anxiogène pour le personnel administratif et technique

Epuisé-es par la gestion du (dé)confinement, le télétravail et un grand nombre d'heures supplémentaires, **les personnels semblent les oubliés de cette rentrée, sommés de s'adapter au jour le jour à des décisions suspendues...** Sait-on où ?

Les conditions de protection matérielle des agents restent insuffisantes : depuis la fin de l'état d'urgence sanitaire, le flou entretenu au plus haut niveau laisse les représentant-e-s sans réponses et les agents dans l'incertitude, y compris les collègues vulnérables : **une irresponsabilité coupable de la Rectrice, une délégitimation de responsabilités aux agents, soucieux du service public !**

Sans compter que cette rentrée anormale, après des congés reportés ou raccourcis pour certain-e-s, voit la poursuite de réformes contestées : réorganisations au sein du CROUS, de Canopé, des services ou des universités, avec une valse des cadres... à mille temps ! **Un temps pour se mobiliser ?**

Raphaëlle KRUMMEICH.

Rentrée en EPS : impréparation flagrante et moyens en chute libre !



Avec des règles sanitaires pour l'EPS publiées à trois jours de la rentrée, les équipes ont dû s'organiser en urgence et revoir leur organisation (programmation d'activités, réservation des installations, préparation des leçons, ...). **Les préconisations de nos IA-IPR(s), publiées le 04 septembre, loin d'éclaircir le protocole national, le contredisent et ajoutent à la confusion pour nos collègues.**

L'impréparation ministérielle, flagrante en EPS comme ailleurs, met l'ensemble des équipes en difficulté dans un contexte déjà très difficile.

Cette impréparation n'est pas due au hasard et participe d'une vision dangereuse pour l'école et l'EPS en particulier. **L'ubérisation prévue au travers des 2S2C n'a pas été abandonnée par notre Ministre qui les présente toujours comme « l'avenir de l'école ».** Avec la suppression de 24 postes d'enseignants EPS pour cette rentrée dans l'académie de Rouen, dont 15 TZR, nous savons déjà que des classes seront sans EPS faute de remplaçants. **La communication du Ministre sur la nation sportive ne dupe plus personne. Il nous faut des moyens et un arrêt immédiat des mesures rétrogrades sur l'EPS et l'école en général.**

Eric JOUFRET.



Rentrée difficile dans les lycées professionnels

Aux difficultés de la réforme s'ajoutent celles d'une reprise sans organisation nationale claire. Ici, les élèves restent dans leurs classes et les professeurs se déplacent, là, les élèves changent de salle à chaque heure. Et ce, malgré un protocole sanitaire qui donne des orientations dans certaines disciplines. **Que dire alors des ateliers, où il n'y a eu aucune recommandation de la part du Ministère ?** Chacun doit se débrouiller sans être sûr de protéger ses élèves et lui-même. Espérons que les cas ne vont pas se multiplier dans nos établissements. **D'autant qu'aucun masque n'est fourni à nos élèves très majoritairement en difficulté sociale.** Comment être sûr dans ces conditions que tout le monde est bien protégé ?

Ces élèves, souvent en grande difficulté scolaire, n'auront pas non plus d'aide pédagogique supplémentaire. **La plupart des décrocheurs se situent dans nos établissements.** Pour autant, le Ministre refuse de repousser sa réforme et de dédier les heures de co-intervention ou de chef d'œuvre à de la remédiation. **Dans ces conditions, l'année s'annonce difficile pour tout le monde au détriment de la santé, du bien-être de chacun et de l'éducation de nos élèves !**

Agnès BONVALET et Muriel BILLAUX.

Le monde d'après, c'est pour quand ?



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**coalition
climat
Rouen**

Depuis la parution du rapport du GIEC en septembre 2019, la **prise de conscience de l'impératif climatique s'élargit et dépasse les cadres associatifs habituels**. L'impact négatif des activités humaines sur notre habitat n'est plus à démontrer. Nous avons acté que nous ne pouvons plus consommer sans limite dans un monde fini. **Se développe, depuis quelques temps, une mobilisation vivante, polymorphe, jeune, associative, citoyenne, consciente de l'urgence climatique**. Elle œuvre pour généraliser la prise de conscience et infléchir des politiques sourdes à leurs obligations. Elle adopte des stratégies diverses, économiques, médiatiques, citoyennes pour montrer qu'on peut agir à de multiples échelles. **L'ampleur du défi à relever pour la sauvegarde de notre environnement mérite qu'on explore tous les chemins. La convention citoyenne va donc dans le bon sens : elle a montré la richesse de sa réflexion en présentant 149 propositions à découvrir sur le site internet : <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>**

Septembre : forte mobilisation pour le climat

La FSU a un rôle stratégique et promeut les changements nécessaires dans de multiples domaines. Elle est force de proposition autant que force vive. Sa place au sein de la Coalition Climat de Rouen est pleinement légitime. Cette association se mobilise déjà sur des champs variés. Par exemple, au Madrillet (secteur de Petit-Couronne, Saint-Etienne-du-Rouvray et Grand-Quevilly), la mobilisation a permis un moratoire sur un projet menaçant 62 hectares de forêt.

Le mois de septembre va être une période très active pour le climat. Le **samedi 19**, l'urgence climatique sera au centre de « La Journée Internationale pour la Paix ». La Coalition s'investit énergiquement en préparant « le Chapiteau des possibles » à la friche Lucien du **14 au 20 septembre** : une semaine de débats où chaque soirée sera consacrée à l'une des nombreuses pistes de changement (agriculture et alimentation de demain, écoféminisme et climat, initiative « le jour d'après », etc.), sans oublier des temps festifs.

Une conjonction avec l'anniversaire de Lubrizol

Le 26 septembre, journée nationale pour le climat, sera aussi le moment de revenir sur la catastrophe qui marque encore l'agglomération rouennaise et ses environs. C'est ce jour, il y a un an, que l'incendie a ravagé **Lubrizol** et a volatilisé plus de 9000 tonnes de produits chimiques (dont une partie encore n'a pas été clairement identifiée) et plus de 9000 m² du toit en amiante (dont 2000 m² subsistent dans un état très dégradé). L'inquiétude est encore vive pour la population et les salariés qui ont été exposés aux retombées. Cet événement doit nous interroger quant aux défaillances des systèmes d'alerte et à la politique de gestion des risques industriels.

Une marche est organisée le samedi 26 septembre. Le rendez-vous de départ est fixé devant l'usine Lubrizol (Quai de France à Rouen) à 13h30 pour un départ à 14h. La manifestation passera par la Préfecture vers 15h, où une conférence de presse est prévue, et se terminera au Palais de Justice.

Auréliе MOUCHET.

La LPPR (Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche) : une loi typique du « monde d'avant »

Alors que les universités sont sommées d'accueillir environ 40 000 étudiant-e-s supplémentaires dans des conditions sanitaires particulièrement difficiles, sans aucune dotation exceptionnelle en postes ou en locaux, **le gouvernement ne trouve rien de plus urgent à faire que de ressortir sa « LPPR » en discussion depuis un an ! Pourtant, ce projet avait fortement mobilisé contre lui, dès avant la crise sanitaire.** Sous couvert de crédits en hausse (promis), il s'agit de libéraliser et de précariser encore plus la recherche publique en créant des « chaires » hors statut de la Fonction Publique pour les plus « méritant-e-s » au détriment des emplois de fonctionnaires recruté-e-s après la thèse. Il s'agit également de renforcer toujours plus la recherche sur projets alors qu'une de ses conséquences a été mise en évidence avec des recherches fondamentales en France sur les coronavirus qui ont été stoppées après 2008 faute de financement et d'intérêt pour ce sujet marginal.

Après tous les grands discours d'Emmanuel Macron au printemps sur les nouvelles priorités de notre société (les services publics, la solidarité ...), **le choix de faire adopter, en urgence, par le parlement cette loi d'essence libérale « ante-COVID » témoigne à lui seul du cynisme de l'exécutif qui n'a jamais eu qu'une feuille de route : marchandiser tout ce qui peut l'être.** Dans des conditions difficiles, la FSU et ses syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche vont continuer à alerter et à mobiliser contre cette loi.



Pierre-Emmanuel BERCHE.

Corvéables et invisibles

La crise sanitaire que nous traversons perdure et amène chacun-e d'entre nous à une organisation différente du travail, ainsi que des conditions difficiles au quotidien.

Les agent-e-s des collèges vont devoir à nouveau faire preuve d'un investissement sans faille pour assurer le bon déroulement de la rentrée : un travail qui n'a pas toute sa reconnaissance et qui est pourtant essentiel au sein de chaque établissement scolaire.

Le protocole nous impose deux fois plus de tâches : il faut « courir » aux quatre coins de l'établissement et s'assurer que des conditions sanitaires optimales sont mises en place, se démultiplier pour servir, désinfecter et remettre tout cela plusieurs fois par jour... **Les agent-e-s du département, on dû s'adapter et adopter parfois le télétravail.** Ce revirement de situation a causé de nombreux défis, comme celui d'apprendre à utiliser des logiciels de télétravail ou de s'habituer aux nouvelles formes de communication. La crise pousse à certaines transformations, comme s'habituer aux réunions en visio-conférence. En conséquence, cette nouvelle manière de travailler n'a été simple pour aucun-e agent-e. Face à cette crise sanitaire, la mobilisation des collègues a été exemplaire et certains établissements scolaires sont restés ouverts pendant le confinement afin de permettre l'accueil d'enfants de professions prioritaires. **C'est pourquoi nous exigeons que tou-te-s les agent-e-s de collège perçoivent la prime spéciale COVID.** Pour le moment, celle-ci a été attribuée uniquement à certain-e-s d'entre eux.

Cette crise démontre l'implication et le dévouement des agent-e-s qui confirment la nécessité d'un service public.

Le SNUTER-FSU 76 continuera de se mobiliser à chaque fois que cela sera nécessaire pour se faire entendre auprès des personnes en responsabilité au sein de la collectivité.

La lutte syndicale reste donc primordiale afin que chacun-e soit reconnu-e à sa juste valeur.



Laurence LETELLIER et Valérie PIRES.

Feuille de route du syndicalisme : UA dans l'action !



Que d'incertitudes en cette rentrée ! Incertitudes sanitaires qui pèsent sur les conditions de rentrée scolaire, les activités de production et sur nos vies quotidiennes. Incertitudes économiques et sociales, avec une baisse spectaculaire de la croissance, provisoirement bénéfique pour la santé de la biosphère, mais qui menace l'emploi. Incertitudes sur la perspective même de changements à la hauteur de l'urgence climatique. Incertitudes politiques, avec une gauche qui se cherche, hésitante entre désir d'unité stratégique et tentation du repli identitaire.

Dans cette atmosphère pesante, **trois points de repères pour Unité et Action.**

La confirmation du cap résolument libéral et conservateur d'un Président résolument ancré à droite qui s'obstine à refuser toute réforme fiscale, maintient le cap des réformes libérales – notamment celle des retraites – au risque d'ajouter aux tensions qui fracturent la société française. Services publics et Fonction publique demeurent, aux yeux des serviteurs du tout puissant marché, synonymes d'archaïsmes coûteux. Ensuite, **la responsabilité historique du syndicalisme, et notamment de la FSU pour organiser la résistance, donner des perspectives et proposer des alternatives.** D'où la nécessaire bataille d'opinion sur les changements économiques, environnementaux et politiques indispensables, et l'intérêt de faire vivre à l'échelle des territoires locaux la dynamique « Plus jamais ça », avec nos camarades de la CGT, de Solidaires et des associations.

Enfin, **pour U&A, rien n'est possible sans la mobilisation des salarié-e-s.** Les journées du 17 septembre, avec la CGT, Solidaires, les organisations de Jeunesse, du 25 septembre avec les grèves lycéennes pour le climat, soutenues par la FSU, et les rassemblements à l'initiative de PJC le 26 septembre seront autant d'étapes pour rassembler en faveur d'un monde écologiquement sûr et socialement juste.

Claire-Marie FERET.

Affronter le capitalisme sous COVID

L'objectif gouvernemental n'est pas la santé de la population mais la préservation des intérêts capitalistes. Dans l'Éducation, il n'a rien préparé face à l'épidémie : quelques préconisations minimalistes (masques, distanciation si possible), et pour le reste la débrouille !

Quelles urgences pour la FSU ?

1) déconfiner les mobilisations, qui ne doivent plus s'ignorer : luttes syndicales, écologistes, antiracistes et contre les violences policières, féministes...

2) un plan d'urgence pour l'école publique, par la mobilisation commune des personnels et usager.es pour la création de postes statutaires pour combler les inégalités scolaires et les retards de l'année passée, le réemploi/titularisation des précaires de toutes catégories, la gratuité totale des masques, l'abrogation des réformes, à commencer par la loi Rilhac.

3) combattre l'arbitraire (saccage des CAPD), la dénaturation et la caporalisation du métier. Le développement de l'enseignement "hybride" (cumul d'enseignement distanciel/présentiel de manière pérenne) menace les garanties statutaires, déshumanise la relation pédagogique. Le "*Grenelle*" annoncé augmenterait modestement la masse salariale, en échange de l'alourdissement du temps de travail, de la déréglementation et d'une contre-réforme des retraites.

La FSU doit refuser toute "concertation" sur ces bases et œuvrer à contrer ces projets, à souder les personnels, en reconstituant du collectif par des AG pour définir revendications et formes d'action, et en les coordonnant.

Philippe LEVET pour Emancipation (philippe.levet@snuipp.fr).

Être à la hauteur des attaques, construire les mobilisations !

En cette rentrée, Blanquer poursuit sa politique d'affaiblissement de l'Éducation Nationale. L'externalisation croissante des missions (orientation, accompagnement scolaire, 2S2C) continue. Pourtant, les besoins criants en postes, en matériel, en locaux, qui se font sentir à travers tout le territoire, ont été encore amplifiés par la crise sanitaire. Indifférent, le gouvernement s'entête dans l'austérité : dans l'éducation, aux moyens nécessaires pour faire face à la pandémie, Macron et Blanquer ont préféré un allègement du protocole sanitaire, lourd de risques pour les personnels, les élèves et leurs proches. Symboles **de ce mépris, le choix de faire payer aux familles les masques désormais obligatoires** et les miettes de revalorisation annoncées : 400 millions d'euros que le gouvernement entend monnayer contre un alourdissement de la charge de travail ! C'est un chantage inacceptable.

En face, les cadeaux pleuvent sur les plus fortunés et le patronat. Le plan de relance de 100 milliards est un chef d'œuvre de tartufferie. Seules 0,8 % des sommes mobilisées seront consacrées à des mesures sociales quand un quart du pactole ira directement à 250 grands groupes ! Avec une baisse d'impôt sur la production illimitée dans le temps de 20 milliards d'euros par an, le plan Castex s'apparente bien plus à du gavage d'actionnaires qu'à une relance verte !



Face à la crise qui vient, la FSU doit se saisir de toutes les opportunités pour affronter ce gouvernement et construire un mouvement social à vocation majoritaire : la journée d'action du 17 septembre est une première étape pour préparer les mobilisations et mettre en avant nos propositions.

Antoine VIGOT.

Quand Pôle Emploi ne rime pas avec Plein Emploi...

6 115 600 inscrit-e-s à Pôle emploi à la fin du deuxième trimestre 2020 ! **Jamais notre pays n'a connu pareil record.** Les fichiers débordent, les privé-e-s d'emploi souffrent terriblement et les agent-e-s tiennent comme ils et elles peuvent. Comme si cela ne suffisait pas, nous voyons se profiler à l'horizon un raz-de-marée : **900 000 emplois salariés seront détruits d'ici la fin 2020 !**



Pendant ce temps, à l'instar de tous les services publics, **le Ministère du Travail et son bras armé, la direction de Pôle emploi, poursuivent leur destruction du service public de l'emploi** en demandant la participation active de leurs agent-e-s ! Depuis des années, encore aujourd'hui, on exige des agent-e-s qu'ils et elles sous-traitent une large part de l'accompagnement des privé-e-s d'emploi au privé. **Nous perdons des postes en CDI « remplacés » par un recours toujours plus grand aux contrats précaires et les RPS (risques psycho-sociaux) explosent !**

Nous sommes sur le Titanic en train de sombrer et nos dirigeants continuent de jouer leur refrain sur le pont...

Stanislas KAPKINER.

Retraité-e-s : coupables ! victimes ! dans l'action...

Coupables d'avoir continué à toucher leurs pensions trop élevées selon un essayiste, coupables d'avoir détruit les ressources de la planète (*Elle*), coupables de manque de solidarité... et puis quoi encore ? Victimes de la COVID en premier, menacé-e-s en mai de confinement prolongé, encouragé-e-s à ne plus s'occuper de leurs petits-enfants... et puis quoi encore ?

Pourquoi cibler ainsi une partie de la population alors que c'est collectivement que l'on pourra sortir de la crise actuelle, actives, actifs et retraités... ?

Et pendant ce temps-là, le gouvernement distribue 100 milliards aux entreprises (aux patrons ?) et, sur la loi grand âge encore à venir, cherche pour financer la perte d'autonomie des solutions faisant fi de la solidarité nationale.

Alors une seule solution ! L'unité d'action de toutes les forces sociales et l'unité des mouvements de retraité-e-s. Les 9 organisations dans l'action depuis plus de 5 ans poursuivront leurs initiatives, mais chercheront, comme toujours, l'unité entre actives, actifs et retraité-e-s avec, comme premier acte, la journée d'action et de mobilisation du 17 septembre.



Philippe KOEHLIN et Jackie STOCKER.

RESF



Le Réseau Education Sans Frontières regroupe des enseignant-e-s, parents d'élèves, éducateurs, médecins, des associations, des syndicats dont la FSU. Solidaire des familles « sans papiers » d'enfants scolarisés, il aide les familles à constituer leurs dossiers de demande de séjour, les accompagne, suscite la constitution de comités de soutien, organise des parrainages, des actions, médiatise...

Les contacts se font par le SNUipp-FSU. Numéro d'urgence et rendez-vous au 07 83 18 46 77 ou par courriel à l'adresse resf76.rouen@orange.fr

La rentrée est particulière : masques, gestes barrières, etc. pour lutter contre la COVID mais pas de répit pour les migrants.

Il sont nombreux :

- ceux qui attendent désespérément un titre de séjour et sont dans l'angoisse pour leur avenir et celui de leurs enfants.
- ceux qui ont reçu une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) alors que leur retour au pays serait un drame et même pour certains un risque terrible pour leur survie.
- ceux qui ont reçu une IRTF (Interdiction de Retour sur le Territoire Français).

Il y a toujours des hommes, des femmes, des enfants dans les Centres de Rétention.

Il y a toujours des hommes, des femmes et des enfants qui meurent en Méditerranée, d'autres que les garde-côtes rattrapent et renvoient en Lybie.

Alors restons mobilisé-e-s, actives et actifs, continuons dans nos établissements à veiller sur nos élèves et leurs familles, à organiser la mobilisation lorsque celle-ci est nécessaire.

Jean-Paul WEILLER.